

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 juin 2023

ORIENTATION ET PROGRAMMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE 2023-2027 - (N° 1440)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1328

présenté par

M. Iordanoff, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE 3

À la première phrase de l'alinéa 86, après le mot :

« celles »

insérer les mots :

« qui, titulaires ou non d'une carte de presse, sont ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objet de couvrir, de manière expresse, les journalistes non titulaires d'une carte de presse. Certes, la formulation retenue est large et non discriminante : elle renvoie au journalisme comme activité régulière et rétribuée, au sens de la loi de 1881. Néanmoins, sur le terrain, de nombreux journalistes sans carte de presse - parce qu'ils ne remplissent pas les conditions fixées par le code du travail pour en bénéficier - témoignent d'atteintes récurrentes à leur liberté d'informer. La Guilde des auteurs-réalisateurs de reportages et de documentaires rapporte de multiples cas d'entraves à leur activité par les forces de l'ordre. La carte de presse n'étant en rien un critère dirimant - précisons que sur les dix dernières années (2010-2021), moins de 20% des lauréats du prix Albert Londres étaient détenteurs d'une carte de presse - il apparaît nécessaire de préciser que l'interdiction d'activer à distance les appareils électroniques des journalistes s'applique également à ceux qui n'ont pas de carte de presse.